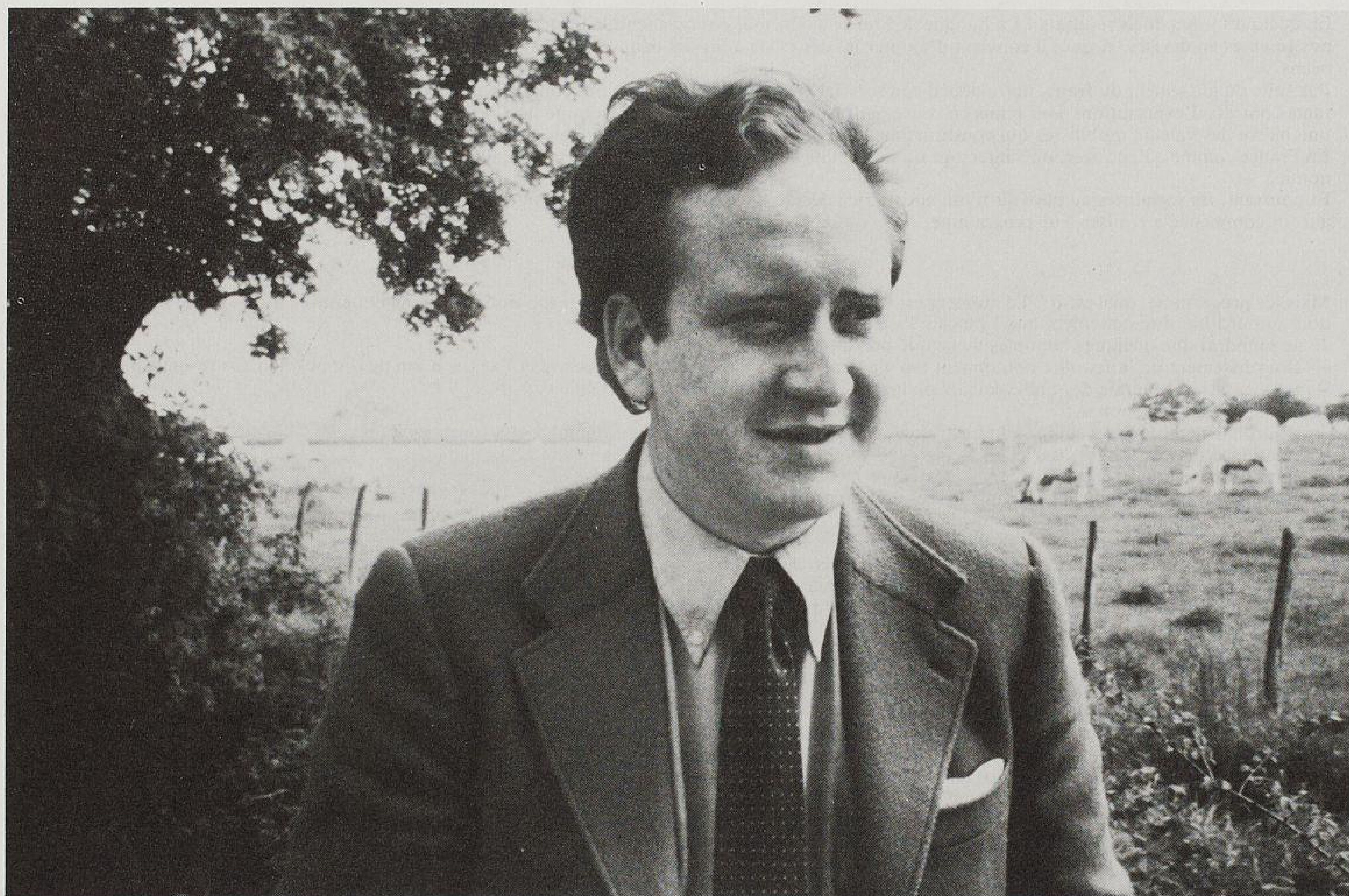
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 14 ET 21 JUIN 1981
IVe Circonscription de la Charente-Maritime

La France à l'heure du changement ne saurait prendre le risque de l'aventure.

Pour la société de liberté, d'initiative et de responsabilité.

Pour l'indépendance de la France, pour l'avenir de la Saintonge.



Bruno ALBERT

Homme jeune, disponible et courageux, Bruno ALBERT sert l'État : il est attaché d'Administration Centrale au Ministère des Anciens Combattants.
Licencié et maître en droit, il est diplômé de l'Institut d'Études Politique.

Proche collaborateur de jacques CHIRAC, il est chargé de mission au Rassemblement pour la République pour les élus locaux.
Voilà, pour la Saintonge, le vrai député qui travaille.

CANDIDAT DE **L'UNION POUR LA NOUVELLE MAJORITÉ**

PRÉSENTÉ PAR **JACQUES CHIRAC** ET **LE R.P.R.**

SOUTENU PAR **L'U.D.F.** ET **LE C.N.I.P.**

suppléant ***Albert GUÉRINAUD***

« Pourquoi je suis résolu à me battre et pourquoi j'ai confiance... »

Les Français ont voulu le changement, mais quel changement ? Est-ce un bouleversement total de notre société comme le proposent le projet du parti socialiste et le programme du parti communiste ? Est-ce un changement de politique comme CHIRAC l'a proposé lui-même durant des semaines, changement de politique orienté vers plus de liberté pour l'économie, plus de justice et plus d'indépendance pour la France ?
Les Français souhaitent-ils que ce changement s'effectue dans la stabilité politique, dans la continuité de l'action, dans le respect de la diversité française ou qu'il conduise à une situation pleine d'incertitude et de risques ?
Tel est l'enjeu de la campagne législative. Il ne s'agit pas du troisième tour de l'élection présidentielle. Le Président de la République a été élu. La volonté des Français doit être respectée, et le nouveau Président doit exercer ses prérogatives comme le prévoit la Constitution.
Mais l'Assemblée Nationale, avec toutes les attributions que lui confère également la Constitution devra, elle aussi, être en mesure d'exercer ses pouvoirs d'initiative et de contrôle sur le gouvernement afin que soient préservés les principes de liberté, de progrès, de justice et d'indépendance qui sont ceux que nous défendons.
C'est dans cet esprit que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la France ne s'engage pas, les yeux fermés, dans l'aventure.

BEAU DÉBUT

En quelques jours quels résultats ! La Banque de France a dépensé, pour soutenir le franc, des sommes considérables, représentant une bonne part de nos réserves en devises. A quoi il convient d'ajouter les dettes vis-à-vis des banques centrales intervenues dans le cadre des accords monétaires européens.
Par suite du glissement du franc, notre déficit commercial augmente, les importations coûtent plus cher, les exportations rapportent moins. D'importants contrats d'exportations sont remis en cause par nos clients dans un certain nombre de pays étrangers. L'inquiétude des épargnants a conduit à une baisse des valeurs mobilières qui constitue une perte importante du patrimoine des particuliers.
En France comme à l'étranger, on s'interroge sur la stabilité de nos finances publiques, sur l'équilibre de nos échanges, sur l'avenir même de notre économie.
Et pourtant, les socialistes au pouvoir n'ont encore rien décidé, si ce n'est une augmentation dramatique des taux d'intérêts. Qu'en sera-t-il lorsqu'ils auront commencé à réaliser leur programme !

LE PROJET SOCIALISTE

Mais, ce programme, quel est-il ? Le moment est venu de sortir de l'ambiguïté. Le parti socialiste a clairement défini ce qu'il appelle son « projet ». Il doit aujourd'hui dire nettement aux Français s'il a ou non l'intention de l'appliquer.
Je ne prendrai que quelques exemples de ce que prévoit le projet socialiste :
— alourdissement de la fiscalité notamment par l'augmentation des droits de succession et l'aggravation de l'imposition des revenus moyens ;
— augmentation générale des prélèvements obligatoires sur l'économie et les particuliers ;
— étatisation de l'économie ;
— alourdissement des procédures administratives et augmentation importante du nombre des fonctionnaires ;
— création d'offices fonciers agricoles ;
— étatisation de tout le crédit ;
— autogestion dans les entreprises ainsi livrées à la prépondérance de la CGT ;
— organisation collectiviste des soins médicaux ;
— remise en cause de l'enseignement libre ;
— remise en cause de la liberté d'entreprendre, d'innover et de créer.
De telles mesures permettront-elles aux Français de conserver leurs libertés et leur niveau de vie et à la France son rang dans le monde ?
Si, au contraire, le gouvernement et le parti socialiste n'ont pas l'intention d'appliquer leur projet, alors qu'ils le disent très clairement !

LE DROIT DE SAVOIR

Actuellement on cherche uniquement à nous rassurer. Le nouveau gouvernement se garde bien de faire connaître sa politique. La dissolution soudaine de l'Assemblée Nationale lui a évité d'avoir à s'expliquer.
Nous ne pouvons pas rester dans ce flou. Les Français ont le droit de savoir avant de voter.
Enfin, les socialistes sont-ils décidés ou non à gouverner avec les communistes ? Signeront-ils ou non un programme commun de gouvernement, avec le parti communiste et quel sera ce programme ? S'ils ne signent pas de programme préalablement à l'élection, à quelles conditions sont-ils décidés à associer les communistes au gouvernement après l'élection ?
La France sera-t-elle le seul pays occidental à avoir des communistes au gouvernement avec les conséquences que cela comporte sur sa crédibilité et sur son rang dans le monde libre ? Sur ces points aussi, il faut des réponses claires.

NOS PROPOSITIONS

Nous, nous proposons au pays : de préserver l'acquit de la Ve République dans les domaines politique, institutionnel, diplomatique et militaire, et d'aller plus loin dans la voie du renforcement de nos moyens de défense et dans l'affirmation de notre indépendance nationale.
En matière économique, nous voulons le changement, c'est-à-dire qu'il nous paraît indispensable de relancer la production, notamment par des déductions fiscales à l'investissement, car l'augmentation de la production est le seul moyen de payer les importations et de diminuer le chômage. Il faut alléger la fiscalité, qu'il s'agisse de la fiscalité sur les particuliers en supprimant l'impôt sur le revenu pour tous les contribuables ayant moins de 5 000 F de revenu mensuel, en procédant à des abattements de 5 % sur toutes les tranches de l'impôt sur le revenu, en indexant automatiquement les tranches de l'impôt sur l'évolution des prix. Nous proposons aussi de supprimer la taxe professionnelle, l'impôt sur les plus-values et les droits de succession sur la transmission de l'outil de travail des petites et moyennes entreprises.
Il faut réformer la gestion de l'État par une décentralisation accrue au profit des collectivités locales et donner aux collectivités régionales plus de pouvoirs en matière d'équipements, d'emploi, de formation, d'action culturelle.
Il faut accroître la solidarité en faveur des familles, des personnes âgées ou handicapées, comme Jacques Chirac l'a fait à Paris, et instituer des procédures de concertation et de dialogue, sans lesquelles il n'y a de démocratie ni politique ni économique.
Il faut réformer le système monétaire international. Jacques Chirac l'a proposé durant deux mois pendant la campagne présidentielle et je ne pensais pas que les faits lui donneraient si vite raison. En moins de huit jours, le taux de la Banque de France est passé de 12 à 22 %. Qui pourra investir dans ces conditions ? Quelle entreprise, quel particulier ? Qui pourra emprunter pour acheter un équipement, pour acheter un logement ? Comment les entreprises grandes, moyennes ou petites pourront-elles assurer l'emploi ? Il n'y a pas de progrès économique sans un bon système monétaire international, et la première tâche du gouvernement doit être de le proposer à nos partenaires.
Ce qui se prépare, si l'on s'engage dans la voie du projet socialiste, c'est la remise en cause de nos structures économiques et sociales. Or tout n'est pas permis, les réalités sont plus fortes que les idéologies. Manifestement les mesures prévues dans le projet socialiste sont de nature à casser la machine économique. Il faut à tout prix que la composition de la nouvelle Assemblée permette de conjurer ce danger.
La France n'est pas un laboratoire ou des apprentis pourraient, sans danger aucun, se livrer, au gré de leurs inspirations d'ailleurs contradictoires, à des expériences dont les effets, l'histoire le prouve, seraient irréversibles.
Vous comprenez pourquoi, aujourd'hui, je suis inquiet pour la France.
Alors je suis résolu à me battre et j'ai confiance.

Bruno Albert.

VIVE SAINTES ET TOUTE NOTRE SAINTONGE !
VIVE LA RÉPUBLIQUE !
VIVE LA FRANCE !

Vu, le Candidat